

Sarkozy à ses ministres : « Ne soyez pas tristes ! »

Hier, à l'Élysée, c'était le Conseil des adieux. Au menu : nostalgie et « standing ovation » pour le chef de l'État sortant qui s'est employé, selon un participant, à « remonter le moral » de chacun

Avant son retrait de la vie politique, Nicolas Sarkozy a réuni hier un dernier Conseil des ministres empreint de nostalgie trois jours après sa défaite à l'élection présidentielle et a invité les membres du gouvernement à ne pas céder à l'amertume. Une fois n'est pas coutume, Nicolas Sarkozy est arrivé à la présidence par la grande porte, déposé au pied du perron par sa voiture blindée de fonction. Dossiers sous le bras, il a adressé un bref salut à l'un des huissiers et s'est engouffré dans l'ascenseur qui mène jusqu'à son bureau au premier étage du palais.

Généralement peu loquaces à l'issue de ces Conseils, ministres et secrétaires d'État se sont attardés dans la cour de l'Élysée pour parler aux nombreux journalistes présents. Selon eux, le président sortant a souhaité « bonne chance à la nouvelle équipe » et au président socialiste élu, François Hollande.

« Occupez-vous de vos familles ! »

« Ne soyez pas tristes parce que quand une démocratie fonctionne bien, il n'y a aucune raison d'être triste », a-t-il déclaré aux membres du gouvernement, selon la ministre de la Cohésion sociale, Roselyne Bachelot. Des propos confirmés par d'autres participants,



Nadine Morano (Apprentissage et Formation), Thierry Mariani (Transports), Marie-Anne Montchamp (Cohésion sociale), Claude Guéant (Intérieur) et Marie-Luce Penchard (Outremer), quittent l'Élysée après avoir participé au dernier Conseil des ministres. (Photos Philippe Wojazer/Reuters)

selon qui le président sortant a été applaudi debout à la fin du Conseil. « Il nous a dit « Occupez-vous de vos familles, elles ont toutes beaucoup trop souffert pendant ce quinquennat ! », leur a-t-il recom-

mandé, selon la porte-parole du gouvernement. Nicolas Sarkozy, qui a effectué 367 déplacements en province et 167 voyages à l'étranger pendant son quinquennat, « a reconnu qu'il

avait lui-même beaucoup fauté en la matière et qu'il comptait bien se rattrape », a ajouté Valérie Pécresse. Pendant le Conseil François Fillon a dressé un bilan de ces cinq dernières années (lire ci-dessous).

« J'ai le sentiment du devoir accompli », a dit la ministre de l'Apprentissage, Nadine Morano, fidèle parmi les fidèles, tout en avouant sa « frustration » de ne pas aller plus loin.

Selon Patrick Ollier (Relations avec le Parlement), le chef de l'État a « quasiment remonté le moral de tout le monde ».

« Pas revancharde »

Le ministre centriste de la Ville, Maurice Leroy, qui était au Parti communiste en mai 1981 lors de l'élection du premier président socialiste de la V^e République, François Mitterrand, a assuré que Nicolas Sarkozy n'était en rien « revancharde ».

« Personne ne peut vouloir que ses successeurs se plantent, c'est le pays qui se planterait », a-t-il dit. « Comme centriste, je me bats pour une démocratie apaisée. Eh bien nous y sommes. En 1981, c'était un drame, après moi le chaos. Ce n'est pas 1981, c'est une autre ambiance. Il aura contribué à ça aussi. »

Beaucoup vont s'engager maintenant dans la campagne des législatives, comme le ministre des Transports, Thierry Mariani, candidat dans une circonscription des Français de l'étranger, qui partira dès samedi pour une tournée électorale de 21 jours dans les capitales d'Asie et du Pacifique.

Démission aujourd'hui du gouvernement Fillon

Le Premier ministre François Fillon, en poste pendant tout le quinquennat, remettra aujourd'hui à Nicolas Sarkozy la démission du gouvernement, qui gèrera cependant les affaires courantes jusqu'à la passation de pouvoir du 15 mai. Au cours du dernier Conseil, François Fillon a dressé un bilan de ces cinq dernières années. « J'ai rappelé que l'engagement principal de Nicolas Sarkozy en 2007 avait été tenu », a-t-il dit. « Cet engagement c'était remettre la France en mouvement. Nous l'avons fait avec un nombre de réformes qu'aucun autre quinquennat n'a engagées, dans un climat



de crise européenne et de crise mondiale. » Des réformes, a ajouté François Fillon, « que d'ailleurs personne ne remettra en cause ».

Émotion, frustration et ultime nomination...

Une ultime nomination. - Une des dernières mesures du gouvernement Fillon est la nomination de l'ex-chef de cabinet et directeur de campagne du chef de l'État sortant Guillaume Lambert au poste de « préfet hors cadre chargé d'une mission de service public ».

Un ex-directeur de cabinet sanctionné. - Thierry Tesson, sous-préfet de Saintes (Charente-Maritime) et ex-directeur de cabinet de la secrétaire d'État à la Ville Fadela Amara, a été démis lundi de ses fonctions par un décret de Nicolas Sarkozy, « à sa demande », selon le décret paru au journal officiel. L'intéressé

conteste et parle de « sanction ». Fadela Amara avait fait part, mi-avril, de son intention de voter pour François Hollande.

Bachelot invite ses cuisiniers. - La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot a confié, hier matin, avoir invité les cuisiniers de son ministère à déjeuner au restaurant. « Ils m'ont servi toutes ces années. C'était bien leur tour d'être servis », a-t-elle expliqué.

Des maroquins en souvenir. - Beaucoup de ministres, à l'image de Nadine Morano, sont ressortis hier du dernier Conseil empor-



tant en souvenir leur maroquin et le chevet de carton portant leur nom, dédié par le président sortant Nicolas Sarkozy.

Alain Juppé, le dernier à partir. - Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a été le dernier ministre à quitter l'Élysée hier matin. Il a souhaité le suc-

cès du nouveau président « parce qu'il faut que la France réussisse », tout en avertissant : « Nous serons vigilants ». « J'ai la conviction profonde qu'assez vite on se rendra compte de la façon dont Nicolas Sarkozy a été exceptionnel pendant cinq ans dans des circonstances exceptionnelles. »

Laurent Wauquiez « sans amertume ». - Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Laurent Wauquiez, a dit partir « sans amertume ». « On n'est pas ministre à vie, ça fait partie des règles de la République (...) Je vais maintenant servir la République chez moi, en Haute-Loire. »